

## NOTRE OPINION

### Nouvelle politique bioalimentaire du Québec : Une préoccupation demeure.

Le gouvernement provincial lançait récemment sa toute nouvelle politique bioalimentaire, qui était attendue depuis leurs consultations des dernières années qui s'étaient conclues avec le sommet de l'alimentation en novembre 2017. Plusieurs bonnes nouvelles dans cette politique à



commencer par le fait qu'il s'agisse d'un exercice de travail de plusieurs ministères, ce qui est cohérent avec la complexité d'un système alimentaire. En effet, des mesures visent autant la production et la distribution de produits alimentaires que la mise en marché et l'éducation.

L'intention de la politique de mettre le consommateur au cœur de ses efforts est aussi pertinente, car la population souhaite plusieurs des changements qui sont mis de l'avant: un meilleur accès aux produits alimentaires nutritifs et produits localement, plus de production biologique, amélioration de la valeur nutritive des aliments transformés au Québec, pour ne nommer que ceux-là. On salue particulièrement les actions en éducation et en faveur d'une information fiable.

L'intention de la politique de mettre le consommateur au cœur de ses efforts est aussi pertinente, car la population souhaite plusieurs des changements qui sont mis de l'avant: un meilleur accès aux produits alimentaires nutritifs et produits localement, plus de production biologique, amélioration de la valeur nutritive des aliments transformés au Québec, pour ne nommer que ceux-là. On salue particulièrement les actions en éducation et en faveur d'une information fiable.

Bref, la politique bioalimentaire du Québec est un document bien conçu, issu d'une démarche interministérielle inspirante et qui ratisse de nombreux enjeux qui doivent évoluer de façon cohérente afin que la qualité et l'accès à l'alimentation s'améliorent pour les Québécois. Parmi toutes ses cibles identifiées, une préoccupation demeure, et ce sont les bénéficiaires que retireront de cette politique les Québécois les moins nantis. Car, oui ceux-ci pourraient peut-être bénéficier d'un meilleur accès et de produits alimentaires plus nutritifs, mais est-ce que leur voix a été entendue parmi la masse de « consommateurs »?

Ont-ils eu l'occasion de parler de leurs besoins particuliers? Quand on peine à s'offrir la nourriture en quantité suffisante, il est sensé de ne pas se sentir interpellé prioritairement par l'achat local, par exemple, ce qu'on veut c'est manger. Nous espérons donc que cette volonté d'inclusion et de pluralité nommée dans la politique n'exclut pas ceux qui ont le plus besoin d'être au cœur de nos efforts d'amélioration dans le système alimentaire québécois pour le mieux-être de l'ensemble de la société.